

## SKATE PARK DE FONTAINE

C'est parti comme sur des roulettes !

P.5



## EXCLUSIF CULTURES

Katia Bouchoueva, dite « Boutchou » revient sur son parcours P.5



# L'Écho Vert

mai/juin 2012

ÉDITION SPÉCIALE LÉGISLATIVES 2012

Le journal d'Europe Ecologie les Verts de l'Isère N°75



## Éditorial

# QUEL CHANGEMENT POUR DEMAIN ?

**A** lors que l'évènement politique majeur qu'est l'élection présidentielle vient d'avoir lieu, notre pays reste dans l'expectative. Beaucoup d'électeurs ont voté François Hollande avant tout pour chasser Nicolas Sarkozy du pouvoir. Cela explique sans doute l'absence d'euphorie le 6 mai au soir, bien loin de ce qui avait pu avoir lieu en 1981. La question du cap à donner à notre société reste donc toujours posée.

Contrairement aux fausses questions de la viande hallal et du permis de conduire, le chômage, le dérèglement climatique, l'épi-

démie de cancers ou le coût de l'énergie font partie des vrais problèmes. Cette campagne présidentielle n'y aura pas apporté le début d'une réponse. Pourtant les solutions existent.

Par ce journal, différent des productions dont nous avons l'habitude, nous avons voulu ouvrir des questionnements, présenter des expériences, apporter des éclairages sur des problèmes du quotidien. Par cette approche non politicienne, nous espérons aider à redonner à la politique ses vrais objectifs : susciter des réflexions et construire des solutions.

*Vous connaissez les militants écologistes, impliqués dans la société, lanceurs d'alerte. Vous connaissez les élus locaux écologistes, ouverts, opiniâtres, constructifs, qui savent contrôler l'action publique qu'ils soient dans la majorité ou dans l'opposition. Vous avez aujourd'hui la possibilité de porter les écologistes à l'Assemblée Nationale : ils y proposeront une société où nous pourrons tous vivre mieux.*

Thomas CUTUIL,  
Secrétaire Départemental

## Au sommaire :

### PAGES SPÉCIALES

#### « TRAVAIL » P. 2-3

- Travailler plus... ou travailler tous ? p.2
- Mr le directeur a passé son CAP p.2
- Chauffage : la peur de la coupure p.3
- Une santé qui se dégrade au travail p.3

### ÉDUCATION

- Préserver les trésors de nos bibliothèques p.4
- à la cantine, manger les légumes du paysan du coin p.4

### CULTURE

- Les aïeux de Katia avaient-ils des papiers en règle ?

### SPORT/JEUNESSE

- Un skate park co-élaboré avec les jeunes

### PAGES SPÉCIALES

#### « ENVIRONNEMENT »

#### P. 6-7

- CLIMAT : Trois questions à Marie Antoinette Mélières p.6
- Les paradis fiscaux ne sont pas une fatalité ! p.7
- Reléguer les bouchons aux livres d'histoire p.8
- TOURISME : Gîtes en Chartreuse, l'écologie par l'exemple p.8

### LÉGISLATIVES

- Élire une assemblée à l'image de la société p.8
- Un député écologiste pour donner de l'audace à la majorité ! p.8
- Les candidats p.8
- Bulletin d'abonnement p.8

## TRAVAILLER PLUS... OU TRAVAILLER TOUS ?

À l'heure du chômage de masse, le travail occupe une place centrale et paradoxale dans nos vies. Est-ce une corvée ou une manière de se réaliser ? Quelles conséquences à l'impossibilité de travailler pour plusieurs millions de chômeurs ? Quel est le problème et comment le résoudre ?

Les sociologues s'entendent pour dire que l'évolution récente du travail dans nos sociétés s'est faite en deux temps : « Nous avons cherché, à force de progrès techniques et organisationnels, à libérer l'Homme du travail tout en assurant son bien-être matériel. Devenir plus efficaces, plus productifs, pour travailler moins. Pendant ce temps, le chômage de masse s'est installé alors que le travail devenait le fondement de l'épanouissement personnel et de l'intégration sociale. »

La formation des citoyens, la robotisation et l'informatisation ont entraîné une explosion de la quantité de marchandises produites par heure de travail. Cela aurait

pu être une bonne nouvelle. Mais le choc a été trop rapide, peu préparé, et a précipité nos pays dans le chômage : les usines, mais aussi les bureaux avaient besoin de toujours moins de travailleurs.

L'ampleur du problème est d'ailleurs sous-estimée. D'un côté 5,4 millions de personnes inscrites à Pôle emploi et presque un salarié sur cinq à temps partiel, pour un revenu moyen de 820 euros. De l'autre, moins de quinze millions d'actifs salariés dans le privé « indépendant de la commande publique ». Il y a donc un partage du temps de travail qui s'est installé au seul bénéfice des employeurs laissant de côté les moins diplômés, les femmes qui, plus que les hommes, subissent les temps partiels, et tous ceux qui souffrent de discrimination à l'emploi.

D'un côté des travailleurs qui trouvent épanouissement et intégration sociale, au prix de stress et épuisement à cause des cadences infernales, de l'autre ceux qui subissent temps partiel ou chômage, cumulant

remise en question personnelle et mise à l'écart sociale. Comment sortir du piège ?

Nous sommes face à un double défi. D'abord que ce partage du temps de travail reprenne le cours du progrès en termes de conditions de travail et d'organisation, pour une meilleure qualité de vie. Ensuite que l'effort ne porte plus sur la productivité humaine mais sur la productivité en énergie, en matières premières, en consommation de terres pour la production de biens et services utiles sociale-ment.

Plutôt que de rester dans l'incantation autour de la « valeur travail », il serait temps de repenser un objectif commun : que chacun puisse avoir une activité lui permettant de vivre dignement et pleinement.

Ce nouveau cap permettra de réconcilier préservation du patrimoine environnemental et activité humaine.

Date	Durée annuelle légale en France	
1948	4075h Semaine de 84h	La loi fixe un maximum de 12h par jour pour les ouvriers
1900	3400h Semaine de 70h	Journée de travail de 10h dans l'industrie
1906	2900h Semaine de 60h	Premier jour de repos (Allemagne : 1869, Grande-Bretagne : 1888)
1919	2375h Semaine de 48h	Journée de 8h (Grande-Bretagne et USA 1908, Allemagne 1938) et semaine de 48h
1936	1900h Semaine de 40h	Congés payés (Allemagne 1905, une vingtaine de pays avant la France...)
1956	1840h Semaine de 40h	3 <sup>ème</sup> semaine de congés payés
1963	1800h Semaine de 40h	4 <sup>ème</sup> semaine de congés payés
1982	1760h Semaine de 39h	5 <sup>ème</sup> semaine de congés payés et semaine de 39h
Fin 90'	1600h ou forfait jour	Loi sur les 35h

## MONSIEUR LE DIRECTEUR A PASSÉ SON C.A.P.



François NOUGIER :  
« Osons le mieux vivre ! »

Il y a un an et demi, François Nougier était directeur Qualité-Sécurité-Environnement dans un grand groupe industriel français. Après 18 années passées dans l'industrie, cet ingénieur décide de changer de voie. Il quitte son poste et tous les avantages matériels associés pour passer... un CAP de menuisier. Son objectif ? Maîtriser son parcours personnel et professionnel. « Ces 18 années passionnantes dans l'industrie, faites de rencontres humaines et d'expériences enrichissantes, ont aussi peu à peu généré un déséquilibre entre ma vie professionnelle et mes aspirations personnelles. Accaparé par un quotidien de plus en plus pressant et, de plus en plus privé d'une réelle autonomie au travail j'ai décidé de devenir mon propre patron dans un domaine qui me passionnait : le travail du bois ». CAP de me-

nuisier en poche, il s'associe avec un ami charpentier pour créer une Sarl dans un territoire qu'il connaît bien : le Vercors.

## Changer de vie

Cette histoire n'est pas unique, et les exemples d'anciens salariés qui décident de « changer de vie » sont nombreux. Et pourtant, beaucoup les considèrent aujourd'hui encore comme de doux rêveurs, ou d'incroyables audacieux. « Changer de voie n'est ni de la folie, ni un rêve ! La vraie audace réside dans le fait de se poser la question du sens de sa vie et celle de son travail, d'y trouver une réponse... et ensuite de la mettre en œuvre. Dans mon cas cela passait par un changement radical de mode de vie, mais pour d'autres, cela nécessite parfois une simple modification de leurs engagements extra professionnels ».

C'est pour beaucoup de personnes tout de même une réflexion sur la relation au travail : recherche d'autonomie, capacité d'appliquer ses propres valeurs dans ses fonctions, recherche du sens au sein de l'organisation, équilibre avec sa vie privée... Cela s'accompagne parfois de pertes non négligeables de conditions matérielles (salaires, protections diverses...), « mais cela est sans commune mesure avec le bénéfice personnel que l'on en retire. Trop souvent les individus restent bloqués par les conditions matérielles de vie dans lesquelles ils s'enferment, et n'osent plus changer par crainte de l'inconnu. Nous sommes pourtant dans un pays qui propose des tas d'opportunités pour se former, se réorienter et expérimenter. Osons le mieux vivre ! »

## CHAUFFAGE : LA PEUR DE LA COUPURE



Chaque hiver, ils sont de plus en plus nombreux à craindre de ne plus pouvoir payer leurs factures. D'après le Médiateur de la République, 500 000 familles ont fait l'objet d'une réduction ou suspension de la fourniture d'énergie (gaz, fioul domestique ou électricité). D'après la fondation Abbé-Pierre, huit millions de personnes renoncent à se chauffer une partie de l'hiver en raison d'une facture trop élevée.

« Chaque année c'est de pire en pire. La facture augmente, et il faut choisir entre acheter de l'essence pour aller travailler et conduire les enfants à l'école, et allumer le chauffage », explique Florence, qui vit dans une maison très mal isolée. « Alors on chauffe la chambre des enfants, mais avec le froid il y a aussi des problèmes d'humidité, de champignons qui se développent. J'ai peur pour la santé de ma famille ».

L'an dernier, la famille de Florence n'a pas pu payer toutes ses factures d'électricité. « Le chauffage a été coupé en plein mois de février. La température est vite descendue en dessous de dix degrés. Nous avons confié les enfants à mes parents pendant trois semaines en attendant que les grands froids passent ».

Pourtant, avoir froid n'est pas une fatalité. Des dispositifs d'aide, régionaux ou nationaux, sont mis en place pour favoriser la rénovation thermique des bâtiments. Ainsi des prêts à taux zéro et des crédits d'impôts existent. Mais qu'on soit propriétaire ou locataire, quand il est difficile de payer les factures d'énergies, impossible de financer des travaux !

Les travaux d'isolation s'avèrent rentables : la rénovation thermique (isolation et mode de chauffage) peut permettre de diviser par quatre sa facture énergétique. En Rhône-Alpes, des aides spécifiques ont été

remises en place notamment à destination des plus fragiles.

Selon Marie-Odile Novelli, vice-présidente à la région Rhône-Alpes en charge du logement et des solidarités, la généralisation de ces financements à l'échelle nationale permettrait de rénover 500 000 logements par an et par là diminuer très largement nos consommations d'énergie. L'élue écologiste remarque que « (...) depuis plusieurs années le désengagement de l'Etat sur le logement impose aux collectivités locales de prendre les choses en main. Nous avons démontré à l'échelle régionale avec tous les acteurs du logement, qu'il était possible d'enclencher une véritable politique de construction, rénovation et de réhabilitation des logements économes. C'est bon à la fois socialement, économiquement et écologiquement, alors pourquoi attendre ? En Rhône-Alpes, nous avons fait le choix d'engager ce vaste chantier... ».

## UNE SANTÉ QUI SE DÉGRADE AU TRAVAIL



## Mme X, caissière dans un hypermarché :

Oui c'est plus dur au travail. D'abord l'ambiance est de plus en plus tendue avec les chefs qui nous poussent à cavalier pour réaliser leurs objectifs chiffrés et toucher des primes dont on n'a que les miettes. La solidarité entre salariés est difficile à tenir face à la pression pour atteindre les résultats individuels, au flicage par les ordinateurs des caisses, au recours massif au temps partiel et à l'intérim, aux changements constants dans l'organisation du travail faits soi-disant pour un meilleur service au client mais en fait pour casser les bonnes relations dans les équipes.

La montée de cadences, les pauses rognées et le «SBAM» («Sourire Bonjour Au revoir Merci») te vidant la tête, le soir on est épuisé.

Résultat, à 42 ans, avec 15 ans en caisse, mon corps ne tient plus la pression, j'ai du subir deux opérations des poignets et batailler à mon retour pour avoir une caisse mieux aménagée. Avec le soutien du syndicat et du médecin du travail j'y suis arrivée.

Heureusement dans mon magasin on a lutté ensemble pour avoir un planning d'horaires géré entre nous, le directeur a du lâcher et ça compense un peu nos petits salaires car on s'arrange entre nous.

## Le point de vue de l'expert (Pierre MERIAUX, inspecteur du travail, conseiller régional EELV)

Tous les spécialistes constatent une dégradation de la santé au travail, notamment les syndicalistes, les médecins et les inspecteurs du travail.

Les rythmes de travail s'intensifient au fait d'une course frénétique aux gains de productivité, aidée par les nouvelles technologies, les entreprises voulant obtenir un bénéfice maximal pour les actionnaires au mépris des coûts générés (montée des maladies professionnelles, sous déclaration des accidents du travail, stress,...), coûts en partie transférés à la société.

Alors que les moyens mécaniques d'aide au travail humain n'ont jamais été si puissants il est paradoxal de constater que les conditions physiques de travail (bruit, postures pénibles, produits chimiques) se dégradent !

Pour contrer cela il faut donner plus de pouvoir aux salariés sur l'organisation du travail dans chaque entreprise, donner de nouveaux droits aux représentants des salariés par la loi (droit d'expertise étendu, droit de veto sur une organisation du travail



néfaste) et relancer le débat sur un autre partage des gains de productivité, via une RTT négociée.

## PRÉSERVER LE TRÉSOR DES BIBLIOTHÈQUES

Avec la disparition des commerces de proximité puis des bureaux de poste, les bibliothèques publiques sont souvent le dernier lieu de rencontre entre habitants dans les quartiers et les villages de l'Isère. Elles sont en danger.

Espaces publics de libre accès où l'on est accueilli tout au long de l'année pour lire la presse, emprunter des livres, des disques et des films, écouter des contes, croiser son voisin et lui parler, ces équipements, au succès non démenti, ne font que rarement la une de la presse et pourtant... Les bibliothèques depuis de longues années se développent en osmose avec les territoires où elles sont implantées.

Accueillant tous les publics - des scolaires aux personnes âgées - et ouvertes à toutes les curiosités,

elles utilisent tous les supports, et offrent aux plus démunis l'accès gratuit à Internet.

Sur les places de nos quartiers ou villages, aux pieds des immeubles de nos cités elles animent régulièrement des « bibliothèques de rue » pour les enfants et les adolescents. On déroule alors nattes et tapis et les adultes et parents s'enthousiasment devant l'appétit d'histoire de leurs enfants.

Ces actions « hors les murs » ne concernent pas seulement les enfants. On peut croiser aussi des bibliothécaires dans les cours d'alphabétisation des centres sociaux ou des MJC, dans les résidences de personnes âgées. Et parce que la soif d'histoires, quelque soit l'âge, ne peut être assouvie, les bibliothécaires lisent à voix haute, racontent et échangent avec les participants des souvenirs et des

complicités.

Peu de lieux échappent au volontarisme des bibliothécaires. Dans les hôpitaux, les centres d'hébergement d'urgence, les lieux d'accueil pour SDF, les prisons, elles aménagent des « petits espaces » du livre, pour partager le plaisir du récit et de la connaissance.

Il y a cette belle ardeur des équipes, cette volonté de participer avec leurs savoirs faire, à la lutte contre les inégalités culturelles. Si les habitants de nos quartiers urbains ne connaissent pas toujours le chemin des bibliothèques, avec les actions « hors les murs » ils croisent le chemin des livres et de l'écrit.

Quand dans leurs sombres coupes budgétaires récentes, certaines collectivités décident de diminuer les moyens d'actions et les postes dans ces équipes,



ments de proximité, ils portent atteinte à des lieux de la citoyenneté. Lire c'est avoir les mots pour se construire, se trouver soi-même et s'ouvrir aux autres, chercher des informations - Lire c'est avoir les mots pour agir sur sa vie et sur le monde.

Mesdames et messieurs les maires, mesdames et

messieurs les conseillers généraux, dans les bibliothèques votre (notre) argent se transforme en or !

## LES AÏEUX DE KATIA AVAIENT-ILS DES PAPIERS EN RÈGLE ?

**K**atia Bouchoueva, dite « Boutchou » est une poétesse et slammeuse russe, installée à Grenoble depuis 2002. Son parcours éclaire d'une lumière vive les changements induits par la politique de Nicolas Sarkozy et la fameuse circulaire Guéant pour les étudiants étrangers.

Née en Union Soviétique, Katia commence à apprendre le français dès 6 ans. C'est donc en connaissant bien notre langue qu'elle s'installe à Grenoble pour des études de linguistique. Elle fait rapidement ses premiers pas sur la scène artistique grenobloise et lyonnaise, anime des ateliers d'écriture pour des associations ou des établissements scolaires, publie un recueil en 2010, jusqu'à obtenir un CDI à la Maison de la poésie Rhône-Alpes. Elle doit pour cela changer son titre de séjour étudiant contre un titre de séjour de salariée.

Alors qu'elle avait vu deux demandes pour obtenir la nationalité française rejetées car elle n'avait pas d'emploi jugé suffisamment stable, voilà qu'une fois salariée, la préfecture de l'Isère menace... de l'expulser. La circulaire Guéant de 2011

prévoit en effet de limiter fortement les possibilités pour les étudiants étrangers de travailler en France une fois leur diplôme obtenu.

Du jour au lendemain, impossible de travailler, les projets en cours sont suspendus. Pour contester ce refus de titre de séjour, Katia doit faire valoir son contrat de travail, son expérience, son statut d'auteur - des documents administratifs relativement simples à rassembler pour elle. Mais pour avoir une chance de réussir, elle devait aller plus loin : prouver à la préfecture son intégration, son amour de la France, ses liens familiaux et personnels sur place.

« Comment faire valoir des liens personnels ? se demande alors Katia Bouchoueva. Quels documents produire ? S'agit-il d'amitié, d'un sentiment de fraternité ? Ecrire des lettres de soutien, organiser des concerts, contacter les journalistes, - rendre visible et forte toute cette vie amicale discrète, souterraine, fragile et subtile ? »

La forte mobilisation des artistes grenoblois, des associations, et de son employeur lui ont permis d'obtenir ce



www.katiabouchou.fr

mois-ci un titre de séjour valable un an. Aujourd'hui Katia espère que son expérience aidera les centaines d'étudiants étrangers qui ont construit leur vie en France et qui se retrouvent menacés du jour au lendemain : « J'aimerais croire que les choses vont bientôt changer dans

le bon sens, j'aimerais croire que les passants inconnus se révéleront frères, car la nature et l'amour sont faits de sorte que nous ne pouvons jamais vraiment vérifier avec un ressortissant de quel pays notre arrière-arrière-grand-mère avait conçu notre arrière-grand-père. »

## AGRICULTURE/SANTÉ

## À LA CANTINE, MANGER LES LÉGUMES DU PAYSAN DU COIN



Depuis les années 70, les collectivités ont progressivement abandonné la confection des repas « à l'ancienne » dans des cuisines à taille humaine, au nom du progrès, de l'hygiène ou tout simplement de la rentabilité. Avec la création de cuisines dites centralisées, et souvent la concession à de grosses entreprises privées, la restauration collective a perdu en qualité pour les convives. Mais elle a aussi privé les collectivités locales de choix potentiels pour la valorisation de l'agriculture paysanne, le bio et le développement de circuits courts. Cette évolution a permis à une poignée de « gros » (la Sodexo en tête : 50 millions de repas par jour dans 80 pays pour un chiffre d'affaire de 16 milliards d'euros en 2011), de maîtriser une grosse partie de ce que nous mangeons à l'école, à l'hôpital, au travail ou au restaurant et de s'enrichir tranquillement mais sûrement.

De plus en plus de parents, de citoyens et d'élus ont pris conscience des enjeux de santé

(pesticides qui contaminent fruits et légumes), environnementaux (dégradation des sols, pollution de l'eau), économiques et sociaux (disparition de nombreux petits agriculteurs responsables de la vitalité des territoires ruraux, équilibre des paysages, maintien de la biodiversité) et souhaitent revenir à une restauration de proximité et de qualité.

Partout fleurissent des projets porteurs d'une alternative au modèle productiviste. L'élue écologiste Catherine Brette a initié, dès 2001, l'opération « Manger bio et autrement au restaurant scolaire » qui permet chaque année de sensibiliser plus d'un quart des collégiens du département à l'intérêt de manger bio et local. Elle a aussi permis la création d'une plateforme de 40 producteurs, « Manger bio d'ici », qui peut livrer les collégiens intéressés à des coûts raisonnables. Le Parc naturel du Vercors a lancé en 2008 le programme « Alimentation, santé, territoire » qui permettra de nourrir en produits locaux à la fois les scolaires et les per-

sonnes accueillies en centres de vacances.

Souvent, de nombreux obstacles sont identifiés et doivent trouver des solutions sur le long terme : revalorisation du métier de cuisinier, sensibilisation du monde paysan aux problèmes environnementaux et sanitaires de l'agriculture intensive, formation des élus locaux et des services (informations techniques et économiques difficiles à maîtriser : marchés publics, taille critique d'une cuisine, normes sanitaires de plus en plus contraignantes, ...).

Remettre des produits locaux de qualité dans nos assiettes ne se fait pas d'un claquement de doigts, mais suffisamment d'exemples nous prouvent aujourd'hui que c'est possible ! À condition que tous les acteurs se mobilisent et acceptent de travailler ensemble. Aux politiques publiques d'encourager et de permettre cela !

## SPORT/JEUNESSE

## UN SKATE PARK CO-ÉLABORÉ AVEC LES JEUNES

3 QUESTIONS à Julien MARTIN, élu municipal écologiste, délégué à la jeunesse à Fontaine

Quelles sont les origines de ce projet de skate-park à Fontaine ?

C'est une demande très ancienne de jeunes Fontainois. Cette demande est réapparue lors des assises de la vie locale en 2006. En 2008 c'est devenu l'une de mes priorités d'élue municipale. Ce projet répond à plusieurs enjeux. Un enjeu sportif d'abord : c'est un lieu de pratique des sports de glisse. Un enjeu de loisir ensuite : c'est un lieu de vie situé dans un des plus beaux parcs de la ville. Le skate-park va faire partie d'un espace jeune complété par un module d'escalade, un terrain de basket, de tennis et de foot brésilien.

Comment ce projet a-t-il mûri ?

C'est la partie qui fut la plus intéressante. La conception de l'équipement s'est déroulée en complète co-élaboration avec un collectif de pratiquants, de la commune mais pas seulement. Mon rôle d'élue a été de mettre à disposition du collectif un lieu, un budget et un concepteur. Un journaliste spécialisé, et très bon skateur lui-même, a éclairé les débats. Le skate-park de Fontaine est unique car il est le fruit du travail de ces jeunes. Nous parlons souvent de démocratie participative, là nous l'avons mise en application.



Qu'apporte le skate-park pour les jeunes de Fontaine et plus largement de l'agglomération ?

Pour les jeunes Fontainois qui ont participé au projet, le skate-park représente une fierté, la fierté d'avoir travaillé et réalisé un équipement majeur pour les jeunes de l'agglomération. Pour ceux de l'agglomération, le skate park de Fontaine doit être un exemple qui montre que les jeunes

ayant un projet peuvent rencontrer des élus qui leur font confiance et les aideront à le réaliser. Le rôle d'un élu à la jeunesse est d'accompagner les jeunes dans leurs projets, non de penser et faire à leur place.

3 QUESTIONS à Marie Antoinette MÉLIÈRES, maître de conférences honoraire spécialisée dans le climat et l'environnement



**L**e changement climatique a disparu des écrans. Qu'en dit le dernier rapport du GIEC ?

Le rapport que prépare le Groupe d'experts Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat pour 2014 confirme les tendances de 2007. Les émissions de gaz à effet de serre engendreront un réchauffement moyen mondial : +2°C à la fin du siècle, dans les scénarios les plus optimistes, +3°C sur la France. On peut alors s'étonner que la question n'appa-

raisse plus comme une priorité. A cela deux raisons principales : le doute instillé par les climato-sceptiques pourtant très minoritaires dans la communauté scientifique ; la crise économique et sociale qui ramène les questions environnementales au deuxième plan. Mais les ignorer c'est se préparer un avenir encore plus difficile.

**Quels effets le changement climatique aurait dans notre région des Alpes et en Isère ?**

Les effets sont déjà visibles avec des répercussions, entre autres, sur l'agriculture et le tourisme : diminution de l'enneigement, recul des glaciers, augmentation de la température moyenne et du nombre de canicules, avancée de la saison chaude avec une floraison plus précoce, progression de maladies vectorielles et parasites adaptés à des régions plus chaudes, diminution des ressources en eau. A la longue, une inadéquation entre cultures actuelles et climat plus chaud et plus sec ...

**Comment peut-on faire ?**

Déjà être vraiment conscient de l'enjeu lié au changement climatique. Ensuite, réaliser que les questions « climatiques, environnementales, sociétales » sont liées et que seule une remise en cause de notre mode de consommation apportera une solution. L'économie d'énergie (mode de transport, isolation, nutrition...) est un premier pas dans le domaine climatique. Ne pas oublier que les réformes passeront par une exigence des citoyens vis à vis des politiques, mais qu'il faudra aussi engager une fiscalité écologique, prenant en compte les situations de précarité.



## FINANCE

### LES PARADIS FISCAUX NE SONT PAS UNE FATALITÉ !

**IL EST POSSIBLE D'AGIR TOUT DE SUITE !**

18 régions françaises se sont engagées dans la lutte contre les paradis fiscaux. 10 d'entre elles ont déjà introduit une exigence de reporting pays par pays dans les critères de choix de leurs partenaires financiers. Un amendement similaire a également été adopté par le Sénat pour dupliquer cette mesure au niveau national, avant d'être rejeté par l'Assemblée Nationale en décembre 2011.

Au niveau européen, la mesure de transparence pays par pays pour les entreprises du secteur extractif également en discussion, ne pourra être adoptée sans un soutien actif de la France.

Selon les estimations, la fraude fiscale prive l'Etat de 50 milliards d'euros chaque année, dont 20 sont le seul fait de la fraude internationale, notamment celle des multinationales via les paradis fiscaux.

Les multinationales et les banques sont les premières utilisatrices des paradis fiscaux. Elles déjouent les contrôles et profitent de l'opacité et des lacunes des règles comptables en vigueur pour contourner l'impôt. Elles jouent sur les transactions à l'intérieur du groupe dans l'objectif de déplacer artificiellement les profits et de réduire les bénéfices des filiales situées dans les pays à fiscalité normale, notamment en France ou dans les pays en développement.

Le Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD) demande aux candidats aux élections législatives de prendre des mesures concrètes et efficaces :

Exiger que les entreprises démontrent qu'elles n'utilisent pas les paradis fiscaux à des fins d'évasion fiscale. Il suffit qu'elles fournissent un reporting comptable, pays par pays, couvrant l'ensemble des territoires dans lesquels elles sont présentes. Cette mesure de transparence aura un effet dissuasif. Elle permettra de mettre fin aux pratiques de contournement de l'impôt les plus abusives. Outil indispensable pour mener des contrôles fiscaux efficaces, elle permettra en outre à la société civile au Nord comme au Sud de

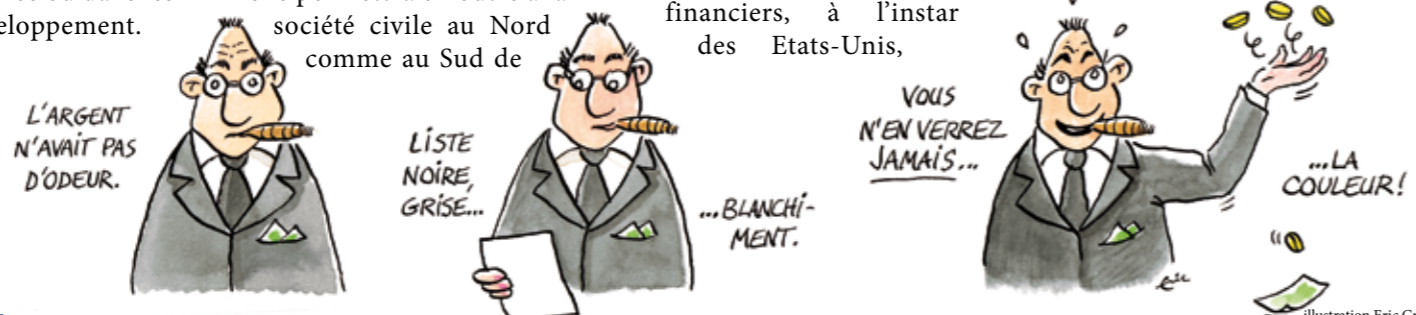
mieux mesurer les efforts du gouvernement pour exiger une juste contribution fiscale des entreprises qui opèrent sur leur sol.

Actualiser la liste française des paradis fiscaux pour recenser de façon exhaustive tous les territoires opaques et insuffisamment réglementés, propices au blanchiment d'argent, à la spéculation financière et à l'évasion fiscale. Cette liste, sur laquelle s'appuie le dispositif de sanction développé depuis 2009, ne doit plus exclure automatiquement les pays de l'UE et intégrer les paradis fiscaux aux portes de la France (Monaco et Andorre).

Exiger un échange automatique d'informations de la part des intermédiaires financiers, à l'instar des Etats-Unis,

qui imposent désormais aux banques de dévoiler leurs relations avec des contribuables américains à l'étranger.

D'ores et déjà, l'Etat français peut agir très vite et faire preuve d'exemplarité en imposant ces règles à toutes les entreprises bénéficiant de marchés et de garanties publics.



LE BILLET VERT...

Illustration Eric Grelet

### RELÉGUER LES BOUCHONS AUX LIVRES D'HISTOIRE

En Rhône-Alpes, au premier trimestre 2012, le pic de pollution a été dépassé plus d'un jour sur deux. Grande coupable, la voiture. Et, plus encore, la voiture coincée dans les bouchons. Stress, perte de temps, pollution, quelles solutions contre les bouchons ?

Depuis des décennies, on s'est souvent contenté d'élargir les tuyaux en construisant plus de routes et d'autoroutes, parfois au cœur des villes. C'était la solution préférée des élus de gauche comme de droite. Ils l'ont mise en pratique partout. Au final les bouchons sont toujours là, matin et soir. Chaque nouvelle route, ou élargissement, ne résout le problème que pendant quelques mois.

Alors, comment faire ? Plusieurs études ont prouvé que, sans élargir les routes, rocade et autoroutes, il est possible de réduire les bouchons en généralisant les zones 30 dans le cœur des villes et en limitant la vitesse sur les autoroutes et rocade à 70km/h. Les encombre-

ments seront réduits, et la facture d'essence aussi. D'autant qu'avec moins de bouchons, rouler moins vite réduit les temps de parcours !

Une autre solution, qui fait ses preuves, partout, tous les jours : le développement des transports publics. Ainsi une offre améliorée pour les TER en terme de fréquence, de rapidité et de régularité des trains encourage à abandonner la voiture pour un mode de transport plus performant. Sur le modèle d'Echirolles, de nouvelles gares peuvent être créées ou rouvertes. Les réseaux urbains, au départ ou à l'arrivée des trains, doivent aussi être améliorés, avec des amplitudes horaires et des fréquences augmentées. Rien de moins ef-

ficace qu'un train arrivant après l'heure de fin de circulation des bus ! Des transports innovants pourraient aussi voir le jour : ainsi il est

du Vercors et l'agglomération grenobloise, d'autre part Fontaine et Saint-Martin le Vinoux reliant les lignes A, B, et E du tramway. Un tram-train pourrait relier Vizille et Grenoble.

et la réduction de la vitesse des voitures au cœur des villes.

L'amélioration des transports n'interdit pas de réfléchir aussi au développement intelligent de nos communes. Ainsi plus de 300 personnes se sont réunies sur le plateau du Vercors, à l'initiative d'Europe Ecologie Les Verts, pour débattre des conséquences de la mise en place d'un téléphérique vers Grenoble. Le risque ? Transformer le Vercors en banlieue-dortoir.



La question des tarifs est aussi centrale : avec l'envolée des prix du carburant, se déplacer en voiture est toujours plus cher. Une tarification sociale et progressive des transports en commun permettrait aux personnes en difficulté de se libérer de cette dépense contrainte.

Le développement du vélo et de la marche est, en ville, une solution des plus pertinentes, car n'émettant aucune pollution ! Ce type de déplacement peut être favorisé par des aménagements de

envisagé de relier par un téléphérique, utilisé comme tramway aérien, d'une part le plateau

## TOURISME

### GÎTES EN CHARTREUSE : L'ÉCOLOGIE PAR L'EXEMPLE

Avec leur formule de confort et de prix raisonnables, les gîtes ont le vent en poupe. C'est surtout la proximité et le lien avec la nature que les clients recherchent. Certains vont même jusqu'à parler d'éco-tourisme : petite visite à l'Évasion au naturel, en Chartreuse, qui fêtera, cet été, son troisième anniversaire.

Le site est composé de six gîtes et d'un bâtiment central pour les groupes. Toutes les constructions sont en bois de Chartreuse, qui n'a pas voyagé plus de 60 km. Elles ont été conçues pour réduire au maximum les besoins en énergie par un soin particulier donné à l'isolation (en ouate de cellulose) et à une implantation en fonction du soleil, de l'altitude et du vent. Le site utilise aussi les énergies renouvelables avec chauffe-eau solaire et poêle à granulés de bois. Les besoins sont réduits : l'isolation et le triple vitrage permettent de ne quasiment pas chauffer, même en hiver ! « En général les clients réclament une couverture supplémentaire que leur chalet n'est pas chauffé... et ils la ramènent au matin en disant qu'ils ont eu trop chaud ! » raconte Frédéric Desautel, initiateur du projet.

Cette conception bioclimatique a nécessité l'implication de toute la filière du bâtiment. De la conception par des architectes spécialisés à l'utilisation de matériaux produits localement, sans oublier l'implication du lycée horticole de Saint-Ismier pour les aménagements extérieurs.

**Une formule qui marche**

Mais «Evasion au naturel» c'est aussi l'utilisation du site lui-même en tant qu'outil pédagogique. L'éco-construction est expliquée et illustrée, les consommations (eau, énergie) mesurées. Les visiteurs repartent ainsi en ayant expérimenté ce fonctionnement confortable et écologique.

Le centre éco-touristique organise aussi toutes sortes d'activités, au-delà de l'option ski permise par la petite station du col de Marscieu. Des sorties animées par des guides sont proposées pour découvrir la faune, la flore et la géologie locale. Frédéric Desautel vient aussi de créer un jardin pédagogique des plantes culinaires et médicinales de Chartreuse et organise des ateliers sur l'utilisation de ces plantes.

Aidé par des subventions européennes et régionales à hauteur de 18%, le projet est sur la voie du succès : « Les chalets étaient quasiment pleins tout l'hiver, et nous atteignons 60% de remplissage l'été. Nous allons être à l'équilibre financier en 2012, mais le plus important et gratifiant, c'est la satisfaction de nos visiteurs ! ».

Un tourisme qui ne base pas tout sur l'or blanc et les canons à neige, des tarifs abordables, des installations respectueuses de l'environnement, des activités en lien avec la nature, Evasion au naturel illustre bien ce que pourrait être un tourisme durable, en particulier pour les zones de basse et moyenne montagne. Pour permettre son développement, il ne manque qu'une volonté politique, car les touristes en redemandent !



www.evasionaunaturel.com



**1<sup>ère</sup> circonscription**  
Eric PIOLLE



**2<sup>ème</sup> circonscription**  
Maryse OUDJAUDI



**3<sup>ème</sup> circonscription**  
Yann MONGABURU



**4<sup>ème</sup> circonscription**  
Anne PARLANGE



**5<sup>ème</sup> circonscription**  
Vincent GAY



**6<sup>ème</sup> circonscription**  
Faïcel BOURENNANE



**7<sup>ème</sup> circonscription**  
Myriam LAÏDOUNI-DENIS



**9<sup>ème</sup> circonscription**  
Michèle BONNETON



**10<sup>ème</sup> circonscription**  
Patricia ANDRE-CONSTANTIN

## UN DÉPUTÉ ÉCOLOGISTE, POUR DONNER DE L'AUDACE À LA MAJORITÉ !

**L**es députés sont chargés de voter la loi et de contrôler le gouvernement.

Choisir un député écologiste, c'est choisir un député proche de vous, actif à plein temps, un élu qui ne cumulera pas.

Choisir un député écologiste, c'est la garantie d'avoir un élu qui résistera au poids des lobbies et des puissances de l'argent, comme les députés Verts l'ont fait en déposant un projet de loi pour interdire les gaz de schiste promus par le gouvernement Sarkozy.

Choisir un député écologiste, c'est choisir un élu qui refusera la rigueur, un député qui défendra les services publics et leur proximité dans nos villages et nos quartiers, comme les députés Verts l'ont fait en se mobilisant pour la Poste.

Choisir un député écologiste, c'est l'assurance d'avoir un élu qui ne se dérobera pas au moment de voter l'égalité des droits, comme les sénateurs Verts l'ont démontré en proposant le droit de vote pour tous les résidents y compris les étrangers.

Choisir un député écologiste, c'est la garantie d'avoir un élu libre et indépendant qui ne sera pas un « godillot », mais qui saura pousser loin le changement, un député qui portera les valeurs du vivre mieux ensemble !



## ÉLIRE UNE ASSEMBLÉE À L'IMAGE DE LA SOCIÉTÉ

**L'**Assemblée Nationale est aujourd'hui encore monopolisée à plus de 80% par des hommes, d'une moyenne d'âge de 60 ans, issus à près de 90% de l'UMP ou du PS. Pour revivifier notre démocratie et oxygéner la République, vous pouvez élire une Assemblée à l'image de la société. Les candidats écologistes sont à l'image de sa diversité :

autant de femmes que d'hommes, de 28 à 65 ans. Une équipe qui rassemble des environnementalistes aux altermondialistes, du cadre d'entreprise au chômeur, de l'agricultrice à la comédienne, de la bibliothécaire au délégué syndical dans l'industrie automobile. Élire un député écologiste, c'est renouveler et réveiller l'Assemblée Nationale.

L'Écho Vert : journal trimestriel de Europe Ecologie Les Verts de l'Isère - Dir. de publ. : Thomas CUTUIL - Impression : IGPM 8/16 Rue de la Robotique B.P. 10737 42950 SAINT-ETIENNE Cédex 9 - ISSN : 1165-66-70 - N° CPPAP : 0313 P 11090t - photos candidats : © Lionel DIDOT - photos : Creative Commons

## S'ABONNER, COOPÉRER, ADHÉRER !

NOM : .....  
Prénom : .....  
Code postal : .....  
Adresse : .....  
.....  
Ville : .....  
Courriel : .....  
Téléphone : .....

- Je souhaite m'abonner\* pour 1 an à l'Écho Vert : [ ] abonnement de soutien **25 €** [ ] abonnement simple **11 €** (\*chèque à l'ordre de « EELV Isère »).
- Je souhaite coopérer ou adhérer à Europe Ecologie Les Verts (nous vous contacterons).

Bulletin à renvoyer à l'adresse suivante :

Europe Ecologie les Verts de l'Isère  
10 rue Marx Dormoy 38000 GRENOBLE  
Tel : 09 71 49 91 52 - isere@eelv.fr - isere.eelv.fr  
twitter/facebook : eelv38